**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
**Herausgeber:** Union syndicale suisse
**Band:** 18 (1926)
**Heft:** 10

**Artikel:** Notre mouvement apprécié par la presse
**Autor:** Schürch, C.
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-383611

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 10.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

d'écoulement? La production de la grande époque capitaliste est une production en masse à laquelle doit correspondre également une consommation en masse. Les merveilleuses découvertes techniques du siècle dernier ne peuvent être mises entièrement à profit que depuis que les ouvriers ont du temps et de l'argent pour faire leurs achats. *Le développement des conditions d'existence des masses populaires et celui de l'économie publique sont intimement liés l'un à l'autre.*

Cependant, l'amélioration de la situation des ouvriers n'est pas un effet du hasard; elle n'est pas non plus le produit d'un développement naturel, mais au contraire, elle est la résultante d'une âpre lutte entreprise depuis plusieurs dizaines d'années, lutte menée surtout par les *syndicats*. Par des combats incessants et menés avec énergie, les syndicats ont réussi à procurer aux ouvriers un peu plus de temps libre. Ils ont assuré aux familles de la classe ouvrière de meilleures conditions d'existence. Ils ont procuré à la population ouvrière une meilleure éducation. Par là ils ont contribué pour une large part au développement de l'économie publique et cela non seulement en élevant le niveau de production des ouvriers, mais aussi leur capacité d'achat. Par leur lutte contre les patrons, ils ont obligé ceux-ci indirectement à limiter le travail et partant à améliorer la productivité. Ces luttes des syndicats ont été menées contre les capitalistes, contre les gouvernements, c'est-à-dire contre les économistes qui, dans leurs discours, se targuent toujours de prendre comme but le progrès économique et le bien-être du peuple. En dépit de la résistance des pouvoirs publics, de marquants progrès ont été réalisés au cours de ces dernières années. C'est pourquoi il n'est pas exagéré de prétendre que les syndicats ont été les pionniers du progrès social. Il est évident que le but essentiel des luttes déclenchées était d'améliorer la situation des ouvriers et d'élever leur niveau culturel. Attendu qu'une condition essentielle de développement est de disposer d'une classe ouvrière mieux située et mieux éduquée, les tendances que nous poursuivons sont donc dans *l'intérêt de la collectivité:*

Ce sont là des vérités qu'il n'est plus possible de contredire. La science même, qui pourtant d'ordinaire livre à la classe possédante les arguments « objectifs » nécessaires à la défense de ses intérêts, a tout de même dû finalement reconnaître l'exactitude de cette théorie, bien qu'elle ne l'ait fait qu'avec hésitation et partiellement. Tandis que jadis les économistes nationaux prêchaient la sobriété pour les ouvriers et les capitalistes comme condition essentielle d'enrichissement de la société, plus tard ils prétendirent que seuls les ouvriers devaient être modérés, tandis que les capitalistes devaient se permettre une consommation exagérée, vu que cela contribue à fournir du travail aux ouvriers. Aujourd'hui encore, cette opinion se rencontre fréquemment. De plus, on affirme que l'ouvrier étranger doit beaucoup consommer pour augmenter l'écoulement, tandis que l'ouvrier *indigène doit se restreindre* pour que l'industrie produise à bon marché.

Il est vrai que des économistes clairvoyants prétendent maintenant qu'il est de l'intérêt d'un pays que ses ouvriers consomment beaucoup, car ils développent ainsi l'industrie et l'économie publique indigènes. *Henry Ford*, par exemple, fait de notables efforts pour augmenter la capacité d'achat des ouvriers (même des siens), ainsi que pour améliorer la technique, car ces deux facteurs sont solidaires. Dans un article paru récemment, Ford expose une découverte propre à favoriser la progrès économique: la *semaine de cinq jours de travail*. Il motive la chose de la façon suivante: « Le temps libre supplémentaire dont disposent les ouvriers, développe en eux de nouveaux besoins. En outre ces jours de congé donnent l'occasion d'utiliser les objets fabriqués. Le bon vieux temps où hommes, femmes et enfants travaillaient 12 heures par jour et même davantage n'était pas favovrable pour le progrès. C'est seulement au fur et à mesure que les ouvriers disposent de plus de temps libre qu'ils se réjouissent de la vie et éprouvent de nouveaux désirs. De nombreux patrons se sont opposés d'abord à l'idée de la journée de 10 heures. Ils craignaient qu'elle n'eût une influence néfaste sur la production. Pourtant c'était l'industrie elle-même qui empêchait ses propres clients de lui acheter vu qu'elle les occupait trop longtemps. » Concernant la politique en matière de salaire, il s'exprime ainsi: « Il y a toujours des patrons qui veulent réduire les traitements. Ce sont-là des hommes qui n'entendent rien aux affaires. »

Dans quelle colère Bernard de Mandeville ne se mettrait-il pas s'il entendait ces idées révolutionnaires et surtout s'il les voyait se réaliser! Mais aujourd'hui encore il y a des milliers de Mandeville qui voudraient voir le peuple pauvre et ignorant (l'ignorance leur importe encore davantage que la pauvreté, car ils voyent là la meilleure garantie de leurs privilèges). Aujourd'hui encore les syndicats ont à lutter contre un monde de mensonges, de calomnies et de corruption. Aujourd'hui encore, les syndicats sont les seuls, abstraction faite de quelques patrons et économistes clairvoyants, qui déployent tous leurs efforts pour assurer à la classe ouvrière un sort meilleur et une protection plus efficace. Grâce à cette activité, ils constituent aujourd'hui encore le plus important facteur de progrès économique et social.

*Max Weber.*

# Notre mouvement apprécié par la presse

Le rapport sur l'activité des fédérations syndicales paru en supplément du numéro du mois d'août de la *Revue syndicale*, fut vivement discuté dans la presse. Les journaux ouvriers en saisirent l'occasion pour renseigner leurs lecteurs sur l'importance de notre mouvement, sur ses succès et ses difficultés aussi. La critique bienveillante sera certainement utile à notre mouvement. Nous pourrions, aussi bien que les chrétiens-sociaux et autres organisations jaunes, dissimuler dans nos rapports tout ce qui n'est pas élogieux. Ce n'est pas notre fait. Nous tenons avant tout à la vérité. Notre rapport est un exposé des faits et son étude doit servir à en découvrir les faiblesses et à montrer le chemin vers une amélioration de notre mouvement.

Notre statistique fut aussi largement commentée dans la presse bourgeoise. Le « bureau de la presse moyenne », cette émanation de la haute finance et de l'industrie, s'est fort réjouie du recul de nos effectifs. Comme le *Journal des Associations patronales*, elle signale à ses lecteurs le mouvement de nos membres depuis 1919. L'après-guerre, pour ce journal, commence cette année-là! Mais la *Revue du bâtiment et des travaux publics*, l'organe officiel de la Fédération patronale du bâtiment est moins enthousiaste que son confrère des « associations patronales », il ne perd pas le sens des réalités. « L'Union syndicale suisse comptait dit-il, en chiffres ronds, au 31 décembre 1925, *150,000 membres*, contre 75,000 au 31 décembre 1914. Si l'effectif exact à fin 1925 accuse un recul de 1505 têtes au regard de l'état à fin 1924, une diminution de 1 % paraît insignifante au regard d'un pareil total, surtout si l'on tient compte du fait que ce déficit est attribuable en grande partie au départ d'une fédération, celle des lithographes, qui a quitté l'Union syndicale, tout en continuant à subsister comme syndicat. En réalité, la diminution des effectifs syndicaux en 1925 est de 500

têtes au plus. Autrement dit, malgré les difficultés économiques, malgré les résistances auxquelles se heurte l'activité syndicale, l'organisation ouvrière socialiste subsiste telle quelle, marque un effectif égal à deux fois les chiffres d'avant-guerre et reste en fait plus forte que jamais. » Puis après avoir constaté que « 150,000 ouvriers syndiqués semblent bien faibles en regard du nombre total des ouvriers et employés qui était, d'après le recensement de 1920, de 1,327,089 pour l'ensemble du pays », il reconnaît en toute sincérité que la conclusion qui s'impose est celle-ci: « ... c'est qu'une série de revendications, lancées et soutenues énergiquement et patiemment par *un groupement bien organisé et discipliné, encore que relativement peu nombreux,* ont franchi au cours des années le cap des réalisations ».

Sans doute, les belles campagnes menées en faveur des huit heures, contre la lex Häberlin, etc., sont encore trop récentes pour qu'il les ait oubliées. D'ailleurs le *Journal des Associations patronales,* malgré sa joie, éprouve tout de même le besoin de se consoler de ce que notre mouvement soit malgré tout une force respectable; dans sa partie allemande, il dit entre autre: « Nombreux, même très nombreux sont les membres « syndiqués de force », qui n'obéissent qu'à la pression du dehors, « sois rouge ou tu n'auras pas de pain, présente ton carnet de membre ou chôme. »

Si nous retournions l'objection en lui demandant combien d'ouvriers seraient organisés s'ils ne craignaient pas les représailles et le terrorisme patronal? La *Gewerbezeitung* en tire d'autres conclusions: « Ces chiffres ne donnent-ils pas à penser à nos commerçants et artisans? écrit-elle. Puissent du moins se le rappeler ceux qui citent en exemple à la direction de notre association, la puissante organisation des ouvriers, tout en se plaignant et même en menaçant de démissionner, si dans l'intérêt de l'organisation l'on propose l'abonnement obligatoire à notre organe central. »

Les « Rapports économiques » de la *Feuille fédérale du commerce* donnent aussi une appréciation objective, dans ses commentaires. Elle cite: « Si l'on considère la situation des diverses organisations, nous constatons qu'à la forte augmentation des effectifs de 1919 et 1920 a suivi une période de diminution sensible. Il n'en résulte pas moins que les fédérations sont de beaucoup plus fortes qu'elles le furent en 1913, à l'exception de celle de l'habillement, qui ne réunit plus que les deux tiers de ses effectifs de 1913. » Les raisons en sont connues de nos lecteurs; ce sont là les tristes conséquences des disputes dues aux agissements communistes. La paix est heureusement rétablie dans cette fédération.

La presse communiste ne reste pas en arrière, bien entendue. Elle demande des statistiques périodiques sur les conditions du travail, sur le nombre d'ouvriers dans les entreprises industrielles, grandes et petites, et les organisations auxquelles ils appartiennent; leur répartition sur les diverses localités avec la proportion des non-syndiqués.

Une statistique de ce genre a été faite en 1917; depuis, nous vons réuni de la documentation pour en faire une nouvelle sur une base plus étendue. Malheureusement, le recensement fédéral n'offre guère de matière utilisable pour notre travail, et il n'en existe pas d'autre. D'autre part, s'il fallait satisfaire à tous les vœux, nous devrions engager un personnel plus nombreux, ce qu'il faut éviter pour diverses raisons.

La *Basler Arbeiter-Zeitung* recherche les raisons de l'arrêt dans notre développement. Elle se demande si les syndicats ne sont pas trop uniquement des machines à mouvement de salaire et s'ils font suffisamment pour éduquer leurs membres. A cela, nous répondons que jamais il ne fut fait plus de mouvements de salaire que dans la période de recrudescence de nos effectifs en 1916 et 1920. C'était à se demander si les ouvriers ne venaient pas à nous pour cette unique raison.

On ne niera pas que de grands efforts sont faits pour l'instruction de nos membres. Ils seraient certainement plus grands encore si les syndicats avaient la satisfaction de voir plus d'intérêt de la part des ouvriers pour leurs œuvres d'éducation ouvrière. Pour un match de boxe ou de football, c'est en foule qu'on accourt de toute part, au vu d'une simple annonce de journal. Mais pour augmenter ses connaissances, meubler son intelligence, hélas, que de peine on a pour réunir un petit auditoire. La paresse d'esprit est malheureusement un fait trop répandu dans nos milieux. C'est le mal du siècle!

Est-ce à dire que l'idéalisme fasse défaut? Pas du tout. Il suffit de constater combien de milliers de travailleurs se dévouent à de modestes occupations syndicales: propagande individuelle, perception de cotisations, distribution de journaux fédératifs, préparation d'assemblées, besognes administratives de toutes sortes. Ces tâches ne sont pas toujours récompensées comme il le faudrait. Combien d'humbles travailleurs ont été victimes de représailles patronales pour s'être ainsi dévoués, sans que leur zèle et leur courage en souffrît. Ces militants-là sont le roc sur lequel repose notre mouvement; honneur à eux!

Le *Freie Aargauer* répond comme il convient aux journaux catholiques et radicaux, qui attribuent notre régression au manque de confiance de la part des masses ouvrières: « C'est avec une grande joie, écrit-il, qu'ils enregistrent le recul des effectifs de l'U. S. S. »; ils oublient dans leur joie qu'il vaut mieux ne pas parler de corde dans la maison du pendu. Car si ces journaux attribuent ce recul au manque de confiance, que doivent-ils penser de l'effondrement de leurs propres syndicats? C'est ainsi que le catholique-conservateur *Vaterland,* après avoir longuement commenté ce recul, en arrive à la conclusion que l'existence des syndicats chrétiens-sociaux se justifie pour atteindre les quelque 500,000 non-syndiqués que les « syndicats de lutte de classe » n'ont pu enrôler. Quiconque a étudié le mouvement syndical a pu se convaincre que le rôle des chrétiens-sociaux n'a pas été d'atteindre les non-syndiqués, mais bel et bien de nuire au mouvement ouvrier. La confiance des ouvriers envers les chrétiens-sociaux serait d'ailleurs aussi très faible. Car de l'aveu de leurs propres journaux, seule la fédération chrétienne-sociale du textile a perdu 500 membres en 1925. »

La *Lutte syndicale* souligne aussi que nos adversaires n'ont guère à se réjouir. Répondant aux enfantillages du *Journal de Genève,* qui nous parle de la *stagnation des syndicats,* elle cite les chiffres que nous donnons plus haut et ajoute: « Si tous les dix ans les progrès étaient de cette importance, nous nous en contenterions volontiers. » Pour juger comme il convient les alternatives de progression et de régression du mouvement syndical, dit avec bon sens *Le Cheminot,* il convient de ne pas oublier l'influence que la situation économique générale et les conjonctures du marché industriel exercent sur les effectifs de certains syndicats ouvriers... « Seule une reprise des affaires pourra redonner à certains corps de métier une activité normale et aux fédérations correspondantes les effectifs moyens qu'ils peuvent espérer. »

Mais la note comique devait être donnée par M. Jean Marin du *Journal de Genève* et M. Rigassi de la *Gazette de Lausanne,* lequel, jaloux sans doute des bêtises de son confrère, reprenait son argumentation quelques jours plus tard sous sa propre signature. En nouveaux don Quichotte ils pourfendent les « syndicats millionnaires » et dans de fulminants articles, ils confondent les caisses d'entr'aide des fédérations avec

celle de l'Union syndicale. Des aveugles discutant de peinture! Pauvres lecteurs, comme vous être bien renseignés! Oser leur parler « d'opulantes associations financières et capitalistes, sic », « de bénéfices, etc. » à propos de caisses syndicales, dans les propres organes des représentants du grand capitalisme suisse! Ce qu'ils doivent rire des efforts de leurs pauvres serviteurs! Si c'est pour cette besogne qu'ils les payent, ils sont bien servis.

La meilleure réponse à donner à tous les contempleurs de notre mouvement syndical, c'est de redoubler notre propagande en vue d'augmenter nos effectifs. La semaine de propagande est à la porte, que tous se mettent à la tâche avec méthode et persévérance.

*Ch. Schürch.*

# Vers le monopole du blé

*Introduction.*

Le peuple suisse sera appelé, en décembre prochain, à se prononcer sur un projet de revision constitutionnelle destiné à permettre l'introduction du monopole du blé en Suisse.

La classe ouvrière est particulièrement intéressée à ce problème, car le pain, le prix du pain surtout, fut toujours une de ses principales préoccupations.

La crise économique traversée par l'Europe et qui durera quelques années encore, place plus brutalement que jamais le travailleur dans la tenaille de la vie chère d'un côté, des bas salaires de l'autre.

Mais si le travailleur, comme tel, est livré à ce dur destin, il ne peut, il ne doit pas oublier que son sort dépend aussi de la vie économique du continent et particulièrement du pays dans lequel il vit.

Le régime politique actuel condamne l'Europe à un morcellement funeste. Nul plus que nous le condamne. Mais on ne peut nier les réalités. Or, l'existence d'Etats différents est une des réalités qu'on ne peut oublier sans commettre d'erreurs.

Il faut donc examiner le problème du blé en Suisse en tenant compte à la fois des intérêts des travailleurs et de la vie économique générale du pays.

*La consommation du pain.*

Les peuples européens ou issus de ces peuples sont des consommateurs de pain tandis que ceux d'Asie sont des consommateurs de riz. On constate qu'en Europe et en Amérique la consommation du blé moyenne par habitant *va en augmentant.* Elle semble être un signe de prospérité. On constate en Suède par exemple une augmentation de la consommation du blé de 117 %, tandis que la population n'augmentait que du 15 %. En Allemagne ces chiffres sont respectivement de 80 et 30 %.

La consommation par habitant varie assez sensiblement de pays à pays. Au Canada elle est de plus de 340 kg. (342,2 kg.), tandis qu'en Norvège elle tombe à 46 kg. Il faut, il est vrai, tenir compte de deux faits. On compte dans la consommation les semences nécessaires à la culture. Cela explique le chiffre élevé du Canada. Puis il y a des peuples qui consomment du seigle. Le Canada en consomme peu (7 kg.) et la Norvège beaucoup (117 kg.).

La Suisse occupe une situation moyenne: 143 kg. de blé et 15,8 kg. de seigle.

La consommation globale du blé varie évidemment avec l'importance de la population: elle est de 157 millions de quintaux aux Etats-Unis, de 64 en Italie, de 5½ en Suisse. Elle est de 663 millions en Europe, de plus de 1000 millions au total.

La guerre a fait reculer en Europe la production et la consommation. Mais la production a subi un recul plus accentué. C'est ainsi que l'Allemagne produisait avant la guerre le 92 % du blé qu'elle consommait et en 1922 le 60 %.

L'Europe se trouve donc en face d'une situation critique. Elle dépend financièrement de l'Amérique, et au même moment elle doit largement s'approvisionner de blé dans ce continent, ce qui augmente encore sa dépendance et accentue la crise dont elle souffre.

*La production du blé.*

La production mondiale du blé doit être évaluée à 1,2 milliards de quintaux. La production des pays européens a passé de 1913 à 1922 de 555 à 387 millions de quintaux. Avant la guerre les grands pays producteurs de blé étaient: La Russie (228 millions), les Etats-Unis (200), la France (90), l'Inde (96), Canada (61), Argentine (45), l'Italie (54), la Hongrie (42), l'Allemagne (41). La guerre a apporté de graves perturbations dans ce domaine. La surface ensemencée a reculé presque partout en Europe. Elle a augmenté en Amérique. En Europe, de 1903 à 1921 elle a passé de 56 à 41 millions d'ha. pour le blé, de 43 à 34 pour le seigle.

La France consacre le 10 % de son territoire à cette culture, l'Allemagne le 3 %, la Suisse le 1½ %.

Le rendement varie, lui aussi, de pays à pays. La moyenne pour le monde est de 8,8 quintaux à l'ha., pour l'Europe de 9,4. Elle est de 6 q en Roumanie, de 7 q en Argentine, de 8,7 q au Canada, de 10 à 11 q aux Etats-Unis, de 14 q en Suède, en Finlande, Tchécoslovaquie, en France, de 16 q en Allemagne, de 20 q en Suisse, de 25 à 26 q en Belgique, en Hollande, au Danemark.

Ce rendement moyen a, lui encore, reculé depuis 1914.

*Le commerce du blé.*

Le commerce de blé est le plus considérable de tous: il représente à lui seul $^1/_8$ du commerce mondial.

En 1913 les pays européens livraient le 44 % des exportations. En 1922 ils n'exportent plus que le 1,6 %. Il y a donc eu dans ce domaine des changements considérables. Les principaux pays importateurs de blé sont: Angleterre (4 millions de tonnes), Italie (2,1), France (1), Belgique (0,9), Hollande, Allemagne, Autriche, Espagne, Suisse (de 300 à 600 mille tonnes), etc. Le blé est considéré comme une des marchandises ayant le prix le plus stable. La rapidité et l'ampleur des moyens de transport ont *accru cette stabilité.* La consommation, ainsi que nous l'avons établi, s'étant accrue plus rapidement que la production, le prix du blé a une tendance à la hausse, tendance que les tarifs douaniers ont contribué à fortifier.

D'après Leroy Beaulieu le blé coûtait de 18 à 19 fr. en 1895 en France et 27 fr. en 1912 et 1913, 14 fr. en 1893 à Liverpool et 24 fr. en 1912. En Allemagne le prix passe de 16 à 20 mk. de 1885 à 1913, et les tarifs qui étaient de 1 mk. en 1879 sont de 3 mk. en 1885 et 5,5 à 7,5 mk. dès 1902.

*La culture du blé en Suisse.*

L'introduction de l'industrie a fait reculer la culture du blé car l'industrie offrait des occasions de travail plus rémunératrices et moins pénibles. Mais ce qui contribua le plus à ce recul ce fut *le développement des moyens de transport* qui permit au blé russe et américain d'envahir le marché européen. Le prix très bas des terres en ces deux pays et le prix minime de la main-d'œuvre permirent de compenser les frais de transport.

On constate dans le canton de Zurich, par exemple, que les emblavures représentent le 31,6 % du territoire en 1853, le 25,6 % en 1874, le 20 % en 1884 et le 18 % en 1891.